

X2MO-

# Gestion de l'eau : un débat factice ?

**Agglomération** Les membres du collectif Eau secours, qui militent pour un retour en régie publique, assurent que la décision d'une délégation de service public est déjà prise.



■ Le collectif Eau secours était samedi à la rencontre des usagers du réseau d'eau aux abords de la place Jean-Jaurès. J.-M. M.

Quel mode de gestion de l'eau sera choisi par l'Agglomération en juillet prochain ? Pour les membres du collectif Eau secours, la question ne se pose déjà plus : la décision du maintien d'une délégation de service public (DSP) confiée à Véolia - l'actuel délégataire - est déjà prise. Pour preuve, ces partisans d'un retour en régie publique s'appuient sur les déclarations de Louis Pouget - favorable au statu quo -, « une attitude défensive de l'Agglo » et sur le mode de consultation préalable mis en place par la société Service public 2000, « un verrouillage sous des couverts de communication », dénonce Jean-Claude Favier.

## Un panel de... 14 personnes

Pour mener la réflexion et entendre les avis des experts et associations, un panel de 25 habitants de l'agglo devait être établi. « Quand nous avons été entendus, ils n'étaient que 14 et on nous a laissé dix minutes pour leur parler sur 16 heures d'interventions », poursuit le responsable du collectif. « Service public 2000 est une société anonyme qui, dans 95 % des cas, recommande le choix de la délégation de service public », poursuit Jean-Louis Couture, qui n'hésite pas à mettre en

cause « l'indépendance » de la société, créée à Montpellier et bien connue des collectivités. Pour les deux porte-parole, ces éléments traduisent « l'opacité totale » dans laquelle le débat est mené. « En général, il faut 18 mois pour changer un mode de gestion. Là, nous n'avons eu aucune information avant janvier. »

## « Faire en sorte que la consommation d'eau diminue »

### Le collectif Eau secours

Sur le fond du dossier, Eau secours demande « un audit technique et financier indépendant » sur la gestion réalisée par Véolia. « Dans les comptes rendus annuels, depuis vingt-cinq ans, les pertes sont toujours au même niveau. On a l'impression que l'Agglo s'en remet de fait à son fermier, pieds et poings liés », déplore Jean-Louis Couture. Face à ce qu'il présente comme « l'eau technologique, une idéologie qui vise à affirmer que l'on peut avoir une maîtrise totale des problèmes de l'eau », incarnée par Véolia, le collectif privilégie une « gestion de la demande pour faire en sorte que la consommation diminue », qu'il y ait une limitation des pertes

et des gaspillages ainsi qu'un « contrôle des comptes » par les associations des usagers.

## La facture baissera

Une approche dans laquelle « le prix de l'eau ne doit pas être l'élément central ». Les partisans du retour en régie insistent parfois sur l'impact de la décision sur les factures avec des baisses allant de 30 % à 50 %. Les dernières DSP signées prévoient également des baisses significatives et Eau secours s'attend à ce que cela soit le cas à Montpellier. « C'est sur cela qu'ils feront leur communication », imaginent Jean-Claude Favier et Jean-Louis Couture, qui tentent de convaincre les maires de l'Agglomération qu'une autre logique, « moins technocratique et centralisée », est possible. Grabels et Jacou ont ainsi émis le vœu d'un retour en régie. « C'est la ceinture qui peut faire changer la donne. »

**GUY TRUBUIL**

gtrubuil@midilibre.com

► Le collectif organise un débat public sur cette question mardi 12 février à 19 h, à la salle Nogaret avec Gabriel Amard, de la communauté d'agglomération Les Lacs de l'Essonne et Jean-Claude Oliva, président de la coordination Eau Ile-de-France.